

LE JECO

de la semaine

25 au 31 Janvier 2025



SOMMAIRE

Réforme - La durée du dédouanement réduite	2
Énergie pour tous : Lancement officiel du Fonds DECIM.....	2
Litiges fiscaux : La caution réduite à 25%	3
Aide budgétaire – Des conditionnalités restent à compléter pour l’obtention de la deuxième tranche de l’appui DPO de la Banque mondiale.....	3
Tourisme - Madagascar renforce sa visibilité	4
Contentieux fiscal : Une réforme majeure en matière de sursis de paiement.....	4
Sommet africain sur l’énergie : Andry Rajoelina met le cap sur la Tanzanie	5
Food Ingredients Europe (FIE) : la première participation a été un succès	6
Transition énergétique - Discussions sur l’électrification à Dar es Salaam	6
Coopération régionale - Un pas vers une sécurité maritime renforcée	7
Économie bleue : Renforcement des petits pêcheurs et des pisciculteurs, pour accroître la production	7
Promotion du tourisme : suivre la tendance en matière de communication	8
Leadership Féminin - Madagascar présent au sommet de Johannesburg	8
Tourisme - La Turquie découvre les potentialités majungaises	9
Entrepreneuriat agricole : 4 417 acteurs prêts à investir dans le secteur de l’élevage	9
Onudi et Minae : renforcement de l’agro-industrie à Madagascar.....	10
Recoport Esa 25 : partage d’information pour renforcer la sécurité maritime	10
Ambohimangakely - Une usine d’ aliments pour poissons voit le jour.....	11
Décret de TRUMP - L’USAID suspend ses aides.....	11
Projet riz hybride : 200 tonnes de semences débarquées au Port de Toamasina	12
Sommet africain de l’énergie : Un engagement de 50 milliards USD pour l’accès à l’électricité	13
Contrôle fiscal : un délai supplémentaire accordé aux entreprises	14
Prix des œufs : une baisse à hauteur de 25%, constatée	14
Base Toliara - La phase de construction au début de 2026	14
Monde des Affaires - Un « World Trade Center » au cœur de Tana.....	15
Transformation agricole : Des usines de production d’engrais à installer	15
Education : Amélioration en matière de transparence, efforts en termes d’infrastructure	16
La Sadc face aux aléas climatiques : il y a urgence de renfoncer les systèmes d’alerte précoce	17

Réforme - La durée du dédouanement réduite

IRINA TSIMIJALY | 25 JANVIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La douane s'engage dans une réforme ambitieuse pour améliorer la rapidité, l'efficacité et la compétitivité économique.

À l'occasion de la célébration de la Journée internationale de la Douane (JID) 2025, tenue hier au Carlton Anosy, le directeur général de la douane, Lainkana Ernest Zafivanona, a présenté les avancées réalisées grâce au Plan stratégique 2020-2024.



Parmi les résultats notables figurent la réduction du délai moyen de dédouanement, désormais ramené à environ trois heures.

Cependant, un défi majeur persiste : le séjour prolongé des marchandises aux frontières. « Si le dédouanement des biens prend environ trois heures, les cargaisons

restent souvent bloquées trop longtemps aux frontières avant leur libération. Un effort important sera consacré pour accélérer cette phase, en améliorant ce que l'on appelle le 'séjour des marchandises aux frontières », a expliqué le directeur général.

Nouveau cap

Le Plan stratégique 2025-2029 fixe de nouveaux objectifs : modernisation des procédures, simplification des démarches, réduction des délais d'immobilisation et renforcement des partenariats entre acteurs publics et privés. « La priorité est claire, réduire les obstacles, moderniser les processus et renforcer la transparence. La rapidité et la sécurité s'imposent comme des axes essentiels. La douane doit devenir un acteur majeur du développement économique de Madagascar », a-t-il souligné. Au-delà de l'amélioration des échanges commerciaux, l'administration douanière met un point d'honneur à préserver les ressources naturelles. La lutte contre la contrebande de produits miniers, forestiers et maritimes figure parmi ses priorités.

À travers ces réformes, la douane entend non seulement renforcer son efficacité, mais aussi consolider la position de Madagascar sur le marché mondial.

Énergie pour tous : Lancement officiel du Fonds DECIM

ANTSIA R. | 25 JANVIER | MIDI-MADAGASIKARA

Ce fonds, qui est un programme phare du projet DECIM, est dédié à soutenir des initiatives visant à doubler le taux d'accès à l'électricité à Madagascar, tout en favorisant les télécommunications et les technologies numériques, en particulier dans les zones rurales, selon le MEH.

Le Fonds DECIM (Digital and Energy Connectivity for Inclusion in Madagascar) a été lancé officiellement, jeudi dernier, au Café de la Gare Soarano. Avec un financement de 97 millions de dollars alloué par la Banque mondiale, ce Fonds ambitionne de fournir l'accès à l'électricité à 2 285 000 habitants, dans le cadre de la vision « *Énergie pour tous* ». Par ailleurs, le projet prévoit la distribution de 664 000 équipements numériques, dont 400 000 destinés aux femmes, afin de promouvoir l'égalité des chances et renforcer leur implication dans le développement économique et social. Certes, le développement des énergies renouvelables constitue une priorité stratégique pour ce programme. Selon le MEH (Ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures), l'objectif est d'améliorer durablement les conditions de vie des Malgaches, notamment dans les zones rurales où l'accès à l'énergie et aux outils numériques reste encore très limité. Cette démarche vise à impulser un développement socio-économique inclusif et respectueux de l'environnement.

Tremplin

Pour garantir une gestion efficace et transparente des financements, le Bamboo Capital Partners a été désigné pour administrer le Fonds DECIM. Cette institution aura la responsabilité de coordonner les investissements en conformité avec un calendrier d'exécution précis, déjà établi, pour assurer la réussite des projets. En ce qui concerne le lancement du 23 janvier, la cérémonie a été présidée par Stéphanie Delmotte, ministre en charge de la Promotion des Technologies de l'information et de la Communication, de la Poste et des Télécommunications, et Olivier Jean-Baptiste, ministre de l'Énergie et des Hydrocarbures. Étaient également présents Atou Seck, représentant de la Banque mondiale à Madagascar, Christian Schattenmann, responsable principal du Fonds DECIM, ainsi que plusieurs représentants des partenaires techniques et financiers. Bref, le Fonds DECIM se positionne comme un levier essentiel pour stimuler le développement durable de Madagascar. En mettant l'accent sur l'énergie et la transformation numérique, ce programme

visé à réduire la pauvreté, créer des opportunités économiques et améliorer le quotidien des Malgaches, particulièrement en milieu rural. Grâce à ce projet, Madagascar franchit une étape décisive dans sa quête d'un avenir énergétique et technologique durable. Le Fonds DECIM,

en soutenant les infrastructures essentielles, promet de transformer le paysage économique et social du pays, avec pour ambition ultime de garantir une meilleure qualité de vie pour tous.

Litiges fiscaux : La caution réduite à 25%

R.EDMOND. | 25 JANVIER | MIDI-MADAGASIKARA

Du changement en matière de litiges fiscaux. L'administration fiscale a décidé de réduire de 50% à 25% du montant litigieux, la caution que le contribuable concerné par un litige fiscal doit payer. On rappelle que cette garantie est remboursée au contribuable dans le cas où il gagne dans le litige. Dans le cas contraire, la garantie est attribuée au fisc avec en sus le paiement du

montant restant. L'autre changement qui intervient réside dans la procédure de paiement des 25% de caution qui doit être désormais, non plus dans un compte bancaire mais dans les caisses du Trésor public. « Cette mesure entre dans le cadre d'une amélioration de la gestion des litiges fiscaux », apprend-on de source informée.

Aide budgétaire – Des conditionnalités restent à compléter pour l'obtention de la deuxième tranche de l'appui DPO de la Banque mondiale

25 JANVIER | 2424.MG

Antananarivo, 25 Janvier, 12h45 – L'Etat s'active. Quelques conditionnalités sont encore à compléter pour le second appui des politiques de développement (DPO) de la Banque mondiale. "Nous tâchons de les compléter petit à petit", rassure la ministre de l'Economie et des finances, Rindra Rabarinirinarison, interrogée sur le sujet à Toliara, lundi.

Le Conseil du Gouvernement du 12 novembre de 2024 avait déjà fait le point sur la situation de la préparation de cet appui budgétaire après l'Assemblée annuelle du groupe de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international qui s'était tenu à Washington. Cette réunion de l'Exécutif avait alors donné son accord pour l'accélération de la mise en œuvre des réformes des opérations de politique de développement (DPO) pour une croissance équitable et résiliente (MERG).

La DPO avait été convenue entre Madagascar et la Banque mondiale en 2023. Elle vise à renforcer la gouvernance et la résilience macro-budgétaire ainsi qu'à améliorer le climat d'investissement et approfondir les réformes structurelles dans les secteurs critiques comme la connectivité numérique, l'énergie et les mines. Cette DPO devrait fournir trois tranches de 100 millions de dollars chacune, en soutien budgétaire sur la période 2023-2025.

Une première tranche de cet appui avait déjà été décaissée en juin 2023. L'Etat attend la seconde tranche qui, comme pour ce premier décaissement, est conditionnée par

plusieurs actions préalables à entreprendre ou des déclencheurs dans différents domaines et qui devait être décaissée en 2024.



Les autorités malgaches y travaillent, à en croire les explications de la ministre Rindra Rabarinirinarison. "Nous sommes en train de compléter ces conditionnalités, comme le cas du décret USSD qui vient d'être adopté la semaine dernière", prend-elle comme exemple.

Tourisme - Madagascar renforce sa visibilité

IRINA TSIMIJALY | 27 JANVIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Madagascar a profité de sa participation à FITUR 2025 à Madrid pour promouvoir son potentiel touristique et établir de nouveaux partenariats internationaux.

Le salon FERIA Internacional de Turismo (FITUR 2025) à Madrid, qui s'est déroulé du 22 au 26 janvier, a été une occasion importante pour Madagascar de renforcer sa présence sur la scène internationale du tourisme. Viviane Dewa, ministre du Tourisme et de l'Artisanat, a souligné : « L'objectif est clair : faire de Madagascar une destination incontournable pour le tourisme et attirer des investissements économiques de qualité. »

Un moment clé du salon a été la rencontre avec son homo-



logue tunisien. Cette rencontre a permis à Madagascar d'être désigné comme « pays invité d'honneur » au Salon de l'Artisanat et des Métiers en Tunisie. Elle a également ouvert la voie à un futur accord de coopération. « Nous sommes très enthousiastes à l'idée de signer cet accord, qui favorisera l'échange de savoir-faire et contribuera à la professionnalisation du secteur touristique », a souligné la ministre Dewa. Par ailleurs, un projet de vol charter entre Madagascar et la Tunisie est en cours, afin de faciliter les déplacements entre les deux pays et renforcer leurs relations bilatérales.

La ministre a aussi échangé avec des personnalités influentes du secteur, comme Jordi Hereu, ministre de l'Industrie et du Tourisme, et Diego Martínez Belío, secrétaire d'État aux Affaires étrangères.

Perspectives

Ensemble, ils ont discuté de la manière d'attirer des investissements responsables et durables, notamment dans la

construction d'hôtels écologiques et le développement d'infrastructures énergétiques renouvelables.

Dans un contexte régional, Madagascar a renforcé ses liens avec d'autres pays africains. Lors des échanges avec les ministres du tourisme de l'Égypte, du Zimbabwe, de l'Angola et de la Tunisie, plusieurs sujets ont été abordés. Parmi eux, l'intégration de Madagascar à la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) et son rôle futur en tant que président de la SADC en 2025. « Madagascar doit jouer un rôle de leader dans l'évolution du tourisme en Afrique », a précisé la ministre malgache.

La rencontre avec le directeur général de la compagnie aérienne Neos a aussi permis de discuter d'opportunités pour promouvoir des destinations comme Nosy Be sur le marché international. « Ces partenariats sont essentiels pour accroître la visibilité de Nosy Be et d'autres régions malgaches auprès des touristes internationaux », a ajouté la ministre.

Lors de sa visite à l'Organisation des Nations Unies pour le tourisme (UN Tourism), Viviane Dewa a rencontré Zorab Pololikashvili, secrétaire général de l'Organisation. Cette rencontre marque le retour officiel de Madagascar au sein de cette institution de renommée mondiale. Les discussions ont porté sur des projets importants, comme la numérisation des services touristiques et la formation des acteurs du secteur.

Dans le cadre de FITUR 2025, l'Espagne, reconnue pour son expertise dans le secteur touristique et ses liens culturels étroits avec Madagascar, s'est imposée comme un partenaire stratégique majeur. La délégation malgache a notamment mis l'accent sur la richesse de son patrimoine naturel et culturel, un atout qu'elle souhaite faire découvrir aux Espagnols, tout en attirant un public international plus large. Les touristes espagnols, attirés par des destinations exotiques, constituent en effet une cible prioritaire pour Madagascar. « La diversité de notre patrimoine est une richesse que nous voulons partager non seulement avec les Espagnols, mais aussi avec le reste du monde », a répété la ministre Dewa.

Contentieux fiscal : Une réforme majeure en matière de sursis de paiement

R.EDMOND. | 27 JANVIER | MIDI-MADAGASIKARA

L'administration fiscale apporte une réforme majeure du dispositif de sursis de paiement, en matière de contentieux fiscal.

Les nouvelles dispositions prévoient notamment une réduction de la garantie exigée du montant exigé en cas de litige fiscal.

Réduction de moitié

Désormais, cette garantie est fixée à 25% au lieu de 50% auparavant. Une réduction de moitié considérée comme une mesure en faveur des entreprises contribuables. Les procédures de paiement changent également puisque au lieu d'une caution bancaire, le versement se fait directement auprès de la caisse des dépôts et consignations au

niveau du trésor public. Par ailleurs, la procédure permet le remboursement intégral en cas de décision favorable au contribuable, à l'issue du contentieux. Un mode de paiement simplifié, en somme, dans cette réforme qui s'inscrit, selon le ministère de l'Economie et des Finances dans « la politique de modernisation de l'administration fiscale et de soutien au développement des entreprises ».

Sécurité financière

Outre cette réduction de la charge financière immédiate et cette simplification administrative, la réforme a également le mérite d'apporter une sécurité financière. En effet, durant la procédure, le contribuable bénéficie

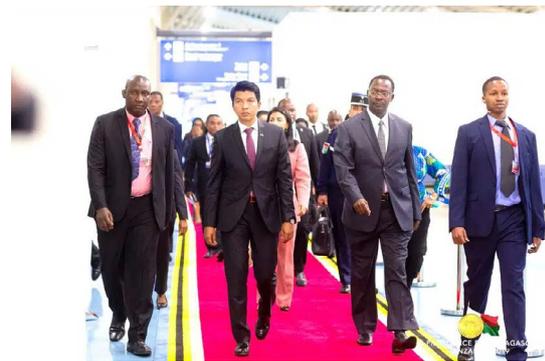
d'une protection à travers la suspension des mesures de recouvrement forcé, la protection contre les Avis à tiers détenteur (ATD) et le maintien des droits de contestation. Sans compter la garantie de remboursement avec la restitution intégrale de la caution de 25% si le contribuable gagne dans le contentieux, avec un versement sécurisé via le trésor public et une traçabilité complète des fonds. La nouvelle procédure prévoit également la possibilité d'un paiement échelonné sur la base d'une demande justifiée. Par ailleurs, durant ce paiement échelonné, les recours juridiques peuvent être maintenus. Une mesure qui, finalement, est en faveur des entreprises.

Sommet africain sur l'énergie : Andry Rajoelina met le cap sur la Tanzanie

DAVIS R | 27 JANVIER | MIDI-MADAGASIKARA

Le locataire d'Iavoloha participera au Sommet des Chefs d'Etat et de gouvernement « Mission 300 » visant à mettre en œuvre des réformes ambitieuses et des actions concrètes afin d'étendre l'accès à une électricité fiable, abordable et durable au profit de 300 millions de personnes vivant en Afrique d'ici à 2030. Coup d'envoi ce jour, à Dar-es-Salaam, en Tanzanie, du Sommet des Chefs d'Etat et de gouvernement africains sur l'énergie « Mission 300 ». Plus de 1 000 participants composés entre autres de Chefs d'Etat, de Premiers ministres, des représentants du secteur privé et des professionnels du secteur énergétique se donnent rendez-vous dans la capitale tanzanienne dans l'objectif de mettre en œuvre des réformes ambitieuses et des actions concrètes afin d'étendre l'accès à une électricité fiable, abordable et durable au profit de 300 millions de personnes vivant sur le continent africain d'ici 2030. Parmi les participants figure le président Andry Rajoelina qui a mis le cap sur la Tanzanie pour assister à cet événement historique. A rappeler que la transformation énergétique figure parmi les axes prioritaires de la Politique générale de l'Etat pour ce second mandat de l'actuel homme fort du pays. Ce sommet constitue une occasion pour le numéro Un malgache de mener des tractations auprès des partenaires et de défendre les programmes du gouvernement malgache visant à améliorer l'accès à l'électricité. Pendant deux jours, les discussions vont tourner autour du rôle de l'investissement privé dans le secteur énergétique africain, et des synergies entre l'accès numérique et les services énergétiques. Pour la journée de demain, le président Andry Rajoelina va prononcer un discours devant ses pairs africains afin d'évoquer la situation à Madagascar. En effet, durant ce sommet « Mission 300 », tous les dirigeants africains devraient signer la Déclaration de Dar-es-Salaam sur l'énergie où ils vont s'engager à garantir un accès universel à l'énergie dans leur pays respectif. Il serait aussi question de la signature des Pactes nationaux pour l'énergie qui serviront de feuilles de route avec des objectifs spécifiques pour chaque pays et des échéances pour la mise en œuvre des réformes essentielles. Faible taux d'accès. En ce qui concerne Madagascar, le taux

d'accès à l'électricité reste encore faible avec seulement 36% de la population. En raison du vieillissement et de la détérioration des centrales de la JIRAMA, 478 MW seulement sont disponibles sur 828 MW de capacité installée.



D'ailleurs, d'après les explications, la Grande île est aussi confrontée à 60% de pertes d'électricité. Il convient aussi de souligner qu'environ 50% de la production énergétique du pays provient de l'hydroélectricité. Actuellement, le gouvernement malgache est en train de mettre en œuvre des projets solaires visant à installer 250 MW supplémentaires. L'initiative « Mission 300 » représente une collaboration sans précédent entre l'Union africaine, la Banque africaine de développement, le groupe de la Banque mondiale et de nombreux partenaires mondiaux. Pour ce déplacement en Tanzanie, le président Andry Rajoelina est accompagné par le ministre de l'Energie et des Hydrocarbures, Olivier Jean Baptiste et la ministre de l'Economie et des Finances Rindra Hasimbelo Rabarininarison.

Food Ingredients Europe (FIE) : la première participation a été un succès

JEAN RIANA | 27 JANVIER | LES NOUVELLES

La première participation de Madagascar au Food Ingredients Europe (FIE) a été un véritable succès, selon le ministère de l'Industrialisation et du commerce. Du 19 au 24 novembre 2024, la Grande Île s'est distinguée avec ses 9 entreprises représentatives parmi 135 pays et 1.500 entreprises exposantes.

Les 9 entreprises ayant représenté Madagascar sont Havamad, Sofrex, APL Vanilla & Spices, Phael Flor Export, Jacarandas International, Pink Bay Madagascar, Madagascar Vanilla Export, MC Ingrédients et Pure Vanilla. « 552 contacts ont été obtenus à cet événement avec une promesse d'achat à la clé pour la plupart des entreprises impliquées dans la vanille bio », rapporte le ministère tout en ajoutant que tous les produits de cette

année sont déjà vendus grâce à cet événement. Cela entraîne bien évidemment une hausse des revenus de ces entreprises.

La FIE a également permis d'organiser des rencontres avec différentes organisations comme la SVI, une plateforme interprofessionnelle considérée comme étant la plus grande importatrice de vanille. Ainsi le MIC a présenté la politique gouvernementale et surtout donné au secteur privé l'assurance dans la vente et la promotion de produits stratégiques comme la vanille de Madagascar. Des visites des magasins de proximité ont aussi été effectuées dans le but de connaître un peu plus sur les produits nécessaires sur le marché européen.

Transition énergétique - Discussions sur l'électrification à Dar es Salaam

IRINA TSIMIJALY | 28 JANVIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le Sommet africain de l'énergie à Dar es Salaam ouvre la voie à des solutions concrètes pour améliorer l'accès à l'électricité sur le continent.

En Afrique, plus de six cent millions de personnes vivent encore sans électricité, une ressource essentielle qui reste inaccessible pour une grande partie de la population. Ce déficit freine le développement dans des domaines fondamentaux tels que la santé, l'éducation et la sécurité. À Madagascar, seulement 30% de la population a accès à l'électricité, ce qui illustre l'ampleur de ce défi.

solaire, reconnue pour son faible coût et son impact environnemental réduit.

Une opportunité

Pour Madagascar, ce sommet est une occasion décisive de promouvoir ses projets d'électrification rurale et de développement des énergies renouvelables. Avec 70% de la population privée d'électricité, soit près de vingt-et-un million de Malgaches, la situation constitue une urgence humanitaire, limitant l'accès à l'éducation, à la santé et à l'information.

En décembre 2024, une consultation tenue à Antananarivo avec des acteurs publics et privés a renforcé le dossier d'intégration de Madagascar au programme Mission 300. Le ministre de l'Énergie et des Hydrocarbures, Jean Baptiste Olivier, a souligné l'urgence d'attirer des financements et des entreprises prêtes à investir. Il a déclaré : « Notre objectif est d'octroyer de l'électricité à 70 à 80% de la population. Cela nécessite des fonds et des initiatives ambitieuses ».

En parallèle, les autorités malgaches, représentées par Jean Baptiste Olivier et la ministre de l'Économie et des Finances, Rindra Hasimbelo Rabarinirinarison, ont renforcé leur collaboration avec des partenaires tels que le Climate Investment Funds (CIF). Madagascar s'engage à diversifier ses ressources énergétiques et à réduire l'utilisation du bois et du charbon de bois, qui représentent actuellement 95% des sources d'énergie domestique.



Réunis à Dar es Salaam, décideurs gouvernementaux, chefs d'État, investisseurs et experts élaborent des stratégies pour relever ce défi. Parmi les initiatives phares, la Mission 300, portée par la Banque mondiale et la Banque africaine de développement (BAD), vise à connecter trois cent millions de personnes à l'électricité d'ici 2030 grâce à un budget de 40 milliards de dollars. Ce financement, issu d'institutions financières et d'investisseurs privés, sera alloué aux pays adoptant des politiques incitatives et priorisant les énergies renouvelables, notamment l'énergie

Coopération régionale - Un pas vers une sécurité maritime renforcée

IRINA TSIMIJALY | 28 JANVIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

« Les ports sont des éléments essentiels de nos économies. Ils agissent comme des moteurs de développement. En effet, leur sécurité et leur résilience sont des responsabilités partagées », a déclaré le ministre des Transports et de la Météorologie, Valéry Ramonjavelo. C'est dans cette optique que Madagascar a accueilli hier le lancement de l'exercice RECOPORT ESA 25.

Ce projet, dans le cadre de Safe Seas Africa, a pour objectif de consolider la sécurité maritime et de promouvoir la coopération régionale.

Sous la direction du ministre des Transports et de la Météorologie, le projet a rassemblé plusieurs parties prenantes importantes. En particulier, le Centre Régional de Fusion d'Informations Maritimes (CRFIM) et l'Association de Gestion Portuaire de l'Afrique Orientale et Australe (PMAESA) participent activement. Leur implication met en évidence l'importance de l'échange d'informations pour assurer la sécurité des ports.

La région Sud de l'océan Indien est stratégique. Elle représente en effet 80% du pétrole maritime mondial, selon le

ministère. De plus, chaque année, près de 10 milliards de tonnes de marchandises y transitent. C'est pourquoi la coopération entre les pays membres de la PMAESA et les centres de sécurité maritime est cruciale. Le RMIFC (Regional Maritime Information Fusion Center) en fait partie. Ensemble, ces acteurs garantissent un environnement maritime stable et sécurisé, ce qui reflète l'engagement de Madagascar et de ses partenaires pour le développement durable et la stabilité régionale.

L'exercice RECOPORT ESA 25 poursuit plusieurs objectifs importants. Il cherche spécialement à améliorer la sécurité maritime. En outre, il facilite le commerce, protège l'environnement et garantit le respect des normes internationales.

Enfin, avec le soutien de l'Union européenne, cette initiative permet de renforcer la compétitivité des ports. Elle aide également à mieux répondre aux défis sécuritaires actuels, tels que le trafic illicite, la cybercriminalité, l'immigration clandestine et le terrorisme maritime.

Économie bleue : Renforcement des petits pêcheurs et des pisciculteurs, pour accroître la production

ANTSARA R. | 28 JANVIER | MIDI-MADAGASIKARA

Le secteur de la pêche et de la pisciculture bénéficie d'un soutien accru grâce à des initiatives récentes menées par le Gouvernement. Outre les formations, des dotations de matériels et équipements sont faites pour favoriser l'intensification des activités productives.

À Mahavatse II, Toliara, et dans la commune rurale de Tsararano, Betsiboka, des actions concrètes ont été entreprises pour améliorer les conditions de travail des pêcheurs et les encourager à faire de la pêche au large. Dans le cadre de la professionnalisation des petits pêcheurs, le Gouvernement a fourni des équipements modernes aux pêcheurs de Toliara et ses environs. Ces matériels comprennent des pirogues en fibre de verre équipées de glacières de 300 à 400 kg et de moteurs de 9,9 CV, ainsi que des filets multi-filaments et des palangres adaptés à la pêche en eaux profondes. Cette dotation vise à encourager les pêcheurs à pratiquer la pêche au large, une activité plus productive et durable. Le ministre de la Pêche et de l'Économie bleue, Paubert Tsimanaoraty Mahatante, a remis ces équipements lors d'une cérémonie en présence des autorités locales, des associations de pêcheurs, et des communautés Vezo. Cette initiative s'inscrit dans une stratégie nationale pour promouvoir une pêche professionnelle et valoriser les ressources marines de manière responsable.

Pisciculteurs

Les actions de promotion de l'économie bleue sont menées dans les quatre coins du pays. Dans la région de Betsiboka, l'accent a été mis sur la pisciculture. Le 25

janvier dernier, la direction régionale de la Pêche et de l'Économie bleue (DRPEB) a réalisé une descente sur le terrain à Tsararano, commune rurale de Maevatanana, pour appuyer un agriculteur qui a décidé de se lancer dans la pisciculture. Lors de cette visite, 500 alevins de tilapias et de carpes ont été introduits dans un étang aménagé sur un site bénéficiant d'un approvisionnement en eau constant. L'équipe technique a prodigué des conseils pratiques pour optimiser l'élevage et encouragé le pisciculteur à élargir ses installations.



Cette action illustre l'engagement du gouvernement à développer la pisciculture pour en faire un secteur clé pour améliorer la sécurité alimentaire et les revenus ruraux. Certes, il ne s'agit que d'un des bénéficiaires parmi les plusieurs centaines soutenues par le MPEB (ministère

de la Pêche et de l'Économie bleue). Bref, ces initiatives visent à renforcer l'économie bleue, en soutenant à la fois les pêcheurs et les pisciculteurs locaux. Grâce à ces

actions, Madagascar espère améliorer la résilience des communautés côtières et rurales tout en préservant ses ressources aquatiques pour les générations futures.

Promotion du tourisme : suivre la tendance en matière de communication

JEAN RIANA | 28 JANVIER 2025 | LES NOUVELLES

La communication joue un rôle crucial dans la promotion du tourisme. L'ère étant actuellement à l'innovation, le ministère du Tourisme et de l'artisanat (MTA) est à fond pour le renforcement de son capital humain, notamment en matière de communication.

« La semaine dernière, l'équipe du service communication de la Direction des systèmes d'information et de la communication a suivi une formation enrichissante axée sur l'amélioration et le perfectionnement des outils de communications modernes », rapporte le MTA, tout en soulignant qu'il s'agit du fruit d'une collaboration avec les

experts en communication issus du programme « Youth Leadership Training Program » de Friedrich-Ebert-Stiftung Madagascar (FES). « Cette formation a permis de renforcer les capacités des membres de l'équipe, tout en les préparant à relever les défis d'une communication institutionnelle plus performante et moderne ».

Le MTA spécifie qu'en cette ère de l'innovation technologique, maîtriser les outils de communication est indispensable pour promouvoir efficacement les initiatives du ministère et rester à la pointe des évolutions dans les secteurs du tourisme et de l'artisanat.

Leadership Féminin - Madagascar présent au sommet de Johannesburg

IRINA TSIMIHALY | 29 JANVIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Madagascar participe au sommet « African Women in Dialogue » à Johannesburg. Cette conférence, réunissant des femmes leaders africaines, se penche sur l'autonomisation et le leadership féminin.

Madagascar ne veut pas être en reste dans l'engagement mondial en faveur de l'autonomisation et du leadership féminin. La participation de la délégation malgache au sommet « African Women in Dialogue » (AfWID), qui se déroule depuis lundi dernier jusqu'à vendredi à l'hôtel Birchwood, au centre de conférence de Johannesburg, en est un exemple marquant. Il s'agit de la troisième conférence des femmes africaines se penchant sur le thème « La voix et le pouvoir des femmes en tant qu'agents de changement ».

et de la formation professionnelle, Marie Marcelline Rasoloarisoa, fait figure d'invitée spéciale, comme d'autres hautes personnalités féminines des autres pays. Flavienne Ramarosaona, présidente d'une ONG dénommée FAMEDEV-Madagascar, souligne que cette réunion est une plateforme de dialogue inclusive qui cherche à réunir un millier de femmes africaines sous un même toit « qui auront à délibérer sur des questions d'importance continentale ».



La délégation malgache, dirigée par Ialfine Papisy, directrice des Pays francophones de Gender Links, compte seize membres issus de différents secteurs tels que les médias, l'université, l'entrepreneuriat et la société civile, entre autres. La ministre de l'Enseignement technique

Autonomisation

Lors de l'ouverture, lundi dernier, la patronne de Women's Development Business Trust (WDB Trust), Riah Phiyega, a appelé les gouvernements africains à promouvoir des politiques favorisant l'autonomisation des femmes dans tous les domaines de la vie.

La directrice des bureaux francophones de Gender-Links précise que le moment est venu d'évaluer les progrès acquis après la conférence historique de Beijing en 1995, tout en soulignant la nécessité de « faire mieux que Beijing ».

L'objectif de cette rencontre féminine de haut niveau est de « Façonner l'avenir que nous voulons : réimaginer notre avenir au-delà de Beijing ». En somme, il s'agit d'une occasion pour les leaders féminines malgaches de faire entendre leurs voix, de partager leurs expériences et d'élaborer, avec leurs homologues africaines, des stratégies pour un avenir meilleur.

Tourisme - La Turquie découvre les potentialités majungaises

VERO ANDRIANARISOA | 29 JANVIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Découvrir la richesse de la destination Boeny. C'est le but de la visite des envoyés de l'agence de voyages et de tourisme turque à Mahajanga, du 20 au 24 janvier. C'est pourquoi les temps forts de la visite ont été marqués par la découverte des potentialités touristiques de la région, à savoir la visite des sites touristiques tels que le cirque rouge, le lac Sacré de Mangatsa, la localité d'Antsanitia, la plage et un tour de ville.

La rencontre B to B avec les opérateurs touristiques de Mahajanga a été l'occasion d'élaborer ensemble des packages touristiques pour la destination Boeny, le 22 janvier, à l'hôtel Baobab Tree à la Corniche. Tandis que la visite des établissements hôteliers a déjà permis l'immersion dans le tourisme de luxe et la découverte de différents types d'hébergements touristiques à Mahajanga.

« L'objectif de leur visite est de vivre l'expérience sur place en découvrant nos richesses touristiques afin qu'ils puissent, à leur tour, vendre notre destination unique. Cette visite marque une étape importante pour la valorisation de notre région et l'ouverture à de nouveaux marchés internationaux. Mahajanga se positionne désormais comme une destination touristique de choix, prête à accueillir des touristes internationaux. Nous tenons à adresser notre gratitude à tous les acteurs locaux pour leur mobilisation et leur engagement dans cette initiative prometteuse », souligne le directeur exécutif de l'Office régional du tourisme de Boeny.

Retombée

La retombée positive de cette action est déjà constatée. La destination Mahajanga sera présentée à la première édition du salon international intitulé « Colors of the World » et au cours d'une conférence autour du thème « Tourisme Halal », qui se tiendra cette année à Istanbul, en Turquie.

La délégation turque a également rendu une visite de courtoisie au gouverneur de la région Boeny et au président de l'université de Mahajanga, ce, pour un éventuel partenariat.

Les deux professeurs de l'Université Afyon Kocatepe (Turquie), le Pr Pamukcu Huseyin du Département de la gastronomie et de l'art culinaire, et le Pr Naim Kara Sekreter du Département de la technologie de l'information, ont aussi tenu des conférences à l'École de tourisme de l'université de Mahajanga, le 21 janvier. Les thèmes ont été axés sur l'Intelligence artificielle et le concept de la gastronomie halal.

Les visiteurs ont déclaré que le but de leur visite entre dans la concrétisation de l'accord de coopération signé entre la Faculté de tourisme de l'Université Afyon Kocatepe et l'École du tourisme de l'Université de Mahajanga. Elles ont ainsi convenu d'enclencher la vitesse supérieure. C'est-à-dire procéder aux échanges d'étudiants et de personnel enseignant, administratif et technique afin de renforcer leur capacité dans le cadre du projet Erasmus Plus.

Entrepreneuriat agricole : 4 417 acteurs prêts à investir dans le secteur de l'élevage

NAVALONA R. | 29 JANVIER | MIDI-MADAGASIKARA

L'élevage joue un rôle important dans la lutte contre la pauvreté tout en contribuant à l'amélioration de la sécurité alimentaire.

Ce secteur pourvoyeur d'emplois permet d'améliorer les sources de revenus des éleveurs qui s'y professionnalisent. Le nombre d'acteurs qui s'intéressent à se lancer dans les activités d'élevage ne cesse d'augmenter au fil du temps. La preuve, 4 417 acteurs ont été prêts à investir en suivant des formations auprès du Malagasy professionnels de l'élevage (MPE) tout au long de l'année 2024. « On constate, une année après l'autre, une hausse de l'ordre de 25 à 30% du nombre de participants aux formations que nous dispensons », selon les explications d'une responsable de cette plateforme regroupant toutes les parties prenantes œuvrant dans le secteur de l'élevage.

Amélioration génétique

Parmi ces 4 417 acteurs qui ont suivi des formations auprès de MPE, près de la moitié d'entre eux proviennent de la région d'Analamanga, soit 2 289 acteurs tandis que le reste est issu des autres régions. En outre, « Bon nombre d'entre eux ont un intérêt particulier pour le développement de l'élevage porcin, l'élevage de poules

pondeuses et l'élevage de poulets gasy. En effet, nous vulgarisons la technique d'insémination artificielle afin d'assurer l'amélioration génétique du cheptel porcin. L'année dernière, les techniciens ont procédé à l'insémination artificielle de 1 020 truies.



Il est à rappeler que l'objectif du MPE est de renforcer les compétences des acteurs qui opèrent dans le secteur ou ceux qui désirent y investir dans le but de

les professionnaliser tout en rendant rentable leurs activités », a-t-elle fait savoir. Par ailleurs, l'élevage de poulets gasy attire également les entrepreneurs agricoles étant donné que le marché est encore loin d'être saturé. « Cela ne nécessite pas non plus d'énormes investissements d'autant plus que le cheptel de poulet de race locale est plus résilient face au changement climatique », exprime un éleveur. En revanche, les éleveurs qui se lancent dans l'aviculture notamment la poule pondeuse se plaignent en raison de la flambée des prix des provendes. Ainsi, le prix

des œufs n'est plus à la portée de toutes les bourses. En dépit de tout cela, le MPE continue de former des acteurs qui s'intéressent au secteur de l'élevage. Un calendrier de formation est déjà prévu pour le mois de février à tous ceux qui veulent investir dans l'élevage porcin, la pisciculture, l'élevage de poulet de chair et de poule pondeuse, l'élevage de poulet gasy, l'apiculture et la pisciculture hors sol. Cette dernière activité est plus pratique en milieu urbain, a-t-on conclu.

Onudi et Minae : renforcement de l'agro-industrie à Madagascar

ARH. | 29 JANVIER | LES NOUVELLES

Le directeur de la Division de l'agro-industrie de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (Onudi), Dejena Tezera, a rencontré hier le ministre malgache de l'Agriculture et de l'élevage, François Sergio Hajarison, à Anosy. Cette visite marque une nouvelle étape dans la coopération entre les deux institutions, visant à promouvoir le développement de l'agro-industrie à Madagascar.

La réunion s'inscrit dans le prolongement d'une mission technique récente menée dans la région Androy. Elle a permis de prioriser les projets soutenus par le Minae pour renforcer la transformation agricole et améliorer les conditions des producteurs locaux. Le ministre François Sergio Hajarison a appuyé la nécessité de « soutenir la production familiale à travers des subventions et développer l'agri business en étendant notamment les surfaces cultivées et en stimulant la transformation des produits agricoles ».

Pour atteindre ces objectifs, l'Onudi collabore étroitement avec le gouvernement malgache et des partenaires internationaux, notamment la Fao, le Pam et le Fida. Ce partenariat devrait effectivement permettre de renforcer la gouvernance, promouvoir la productivité, créer des emplois et améliorer la compétitivité économique, tout en protégeant les droits humains fondamentaux.

Ce rapprochement promet d'accélérer le développement de l'agro-industrie à Madagascar en augmentant la production et en intégrant une gestion environnementale durable. Selon le ministre, « ces initiatives contribueront à améliorer les conditions de vie des agriculteurs et à consolider les bases du développement durable dans le pays ». Ensemble, le Minae et l'Onudi entendent transformer les défis agricoles en opportunités, alignant leurs efforts sur la vision gouvernementale d'une agriculture moderne et résiliente.

Recoport Esa 25 : partage d'information pour renforcer la sécurité maritime

JEAN RIANA | 29 JANVIER 2025 | LES NOUVELLES

Dans le cadre du projet Safe Seas Africa, Madagascar a accueilli le 27 janvier, le lancement de l'exercice Recoport Esa 25 pour renforcer la sécurité maritime et promouvoir la coopération régionale grâce au partage d'informations. Cet événement réunissant les acteurs clés du secteur maritime tels que le Centre régional de fusion d'informations maritimes (CRFIM) et l'Association de gestion portuaire de l'Afrique orientale et australe (PMAESA), s'est tenu sous la supervision du ministre des Transports et de la météorologie, Valérie Ramonjavelo.

« Les ports sont les cœurs battants de nos économies et des catalyseurs pour le développement. Leur sécurité et leur résilience sont des responsabilités partagées », a déclaré le ministre Valéry Ramonjavelo. Par ailleurs, l'événement a mis en exergue l'importance du partage d'informations pour la sécurité portuaire. « La région sud de l'océan

Indien est une zone stratégique, avec 80% du pétrole maritime mondial et 9,84 milliards de tonnes de marchandises transitant annuellement », rapporte le ministère. Le renforcement de la sécurité maritime ne peut qu'améliorer la compétitivité commerciale.

Coopération entre pays à encourager

La coopération entre les pays membres du PMAESA (Port Management Association for Eastern & Southern Africa) et les centres de sécurité maritime, comme le Regional Maritime Information Fusion Center (RMIFC), est essentielle pour assurer un environnement maritime sûr et stable, démontrant l'engagement de Madagascar et de ses partenaires pour un développement durable et une stabilité régionale.

Ambohimangakely - Une usine d' aliments pour poissons voit le jour

IRINA TSIMIJALY | 30 JANVIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Madagascar cherche à atteindre l'autosuffisance alimentaire en poissons. Le gouvernement mise sur l'aquaculture et la transformation agricole pour répondre aux besoins de la population.

L'objectif d'atteindre une production annuelle de 250 000 tonnes de poissons nécessite des actions ciblées. Actuellement, certaines entreprises spécialisées participent à l'essor de cette filière. C'est le cas d'Arbiochem, usine de fabrication d'aliments pour poissons inaugurée hier à Ambohimangakely par le ministre de la Pêche et de l'Économie bleue, Paubert Mahatante Tsimanaoraty. Première unité de production à grande échelle dédiée à la fabrication d'aliments pour carpes et tilapias, Arbiochem produit déjà près de 10 000 tonnes d'aliments pour poissons par an. Selon son directeur, l'entreprise collabore étroitement avec les agriculteurs en leur fournissant des intrants essentiels et en travaillant avec le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage.



« Actuellement, 20% des intrants nécessaires sont importés, tandis que 80% proviennent de la production locale, ce qui renforce l'autonomie du pays dans ce domaine », précise-t-il.

Pour atteindre l'autosuffisance alimentaire, les autorités malgaches entendent soutenir davantage ces initiatives. Le ministre a réaffirmé la priorité de garantir l'accessibilité des produits alimentaires et de privilégier une production locale pour répondre aux besoins de la population. Selon lui : « L'objectif est de rendre les produits alimentaires plus accessibles, en rapprochant la production des consommateurs et en garantissant des prix compétitifs. »

L'auto-consommation de poissons, produits par des Malgaches pour des Malgaches, représente ainsi une stratégie clé pour assurer la sécurité alimentaire du pays. Dans cette optique, il est impératif de poursuivre les efforts pour structurer la filière aquacole, encourager des techniques de production efficaces et renforcer la coopération entre les agriculteurs, les producteurs et les autorités.

Insuffisante

Malgré une forte demande, la production nationale de poisson peine à satisfaire les besoins de la population. Avec une consommation annuelle estimée à 307 000 tonnes dont 112 000 tonnes issues des zones maritimes et 30 000 tonnes des eaux douces, l'offre reste largement insuffisante. Actuellement, chaque Malgache ne consomme en moyenne que 2,5 kg de poisson par an, bien en deçà des recommandations nutritionnelles.

Face à cette réalité, le ministre de la Pêche et de l'Économie bleue, Paubert Mahatante, a récemment souligné l'urgence d'intensifier les efforts pour réduire ce déficit. Lors d'une rencontre avec le président de la République au CCI Ivato, la semaine dernière, il a été décidé de renforcer la transformation agricole et de promouvoir l'aquaculture comme solution durable. Si ces initiatives sont mises en œuvre efficacement, Madagascar pourrait progressivement atteindre l'autosuffisance alimentaire en poisson.

Cependant, le défi reste de taille. Selon les données officielles, il manquerait encore 160 000 tonnes de poissons pour combler l'écart entre l'offre et la demande. Le ministre a ainsi insisté sur la nécessité d'accélérer le développement de l'aquaculture, une méthode de production plus maîtrisable et à cycle plus court. Un ajustement des pratiques d'alimentation des poissons est également essentiel pour garantir la rentabilité des producteurs tout en assurant une production durable et accessible.

Avec une gestion responsable et des investissements ciblés, Madagascar pourrait, dans les prochaines années, atteindre son objectif d'autosuffisance alimentaire en poisson.

Décret de TRUMP - L'USAID suspend ses aides

GARRY FABRICE RANAIVOSON | 30 JANVIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Madagascar n'est pas épargné par la décision du président Trump de suspendre les aides étrangères des États-Unis. Pour la Grande Île, la conséquence directe est la suspension des aides de l'USAID.

Il fallait s'y attendre. À l'instar d'autres pays dans le monde, notamment en Afrique, Madagascar subit de plein fouet les conséquences de la décision de Donald Trump,

président des États-Unis, de suspendre les aides étrangères américaines.

Dans la Grande Île, la conséquence est que les aides via l'Agence des États-Unis pour le développement

international (USAID) sont donc suspendues. Contactée par e-mail, l'ambassade américaine explique que "conformément à ce décret, le secrétaire d'État Rubio a suspendu toute aide étrangère des États-Unis financée par ou à travers le Département d'État et l'USAID pour examen". Une réponse qui reprend la première phrase d'un communiqué du Département d'État, publié le 26 janvier.

La décision du président Trump a été officialisée par la Maison-Blanche le 20 janvier. L'homme fort américain enjoint "tous les responsables des départements et agences en charge des programmes d'aide au développement extérieur des États-Unis" à suspendre "immédiatement" les nouvelles obligations et les décaissements de fonds d'assistance au développement à destination des pays étrangers.

Il s'agit d'une suspension de quatre-vingt-dix jours "dans l'assistance au développement extérieur des États-Unis pour évaluer l'efficacité des programmes et leur conformité avec la politique étrangère des États-Unis". Selon la réponse par mail de l'ambassade des États-Unis à Madagascar, "les exemptions spécifiques comprennent l'aide alimentaire d'urgence, pour laquelle le secrétaire d'État a approuvé des dérogations".

Durant quatre-vingt-dix jours, les coopérants et surtout les bénéficiaires des programmes d'aides américaines, essentiellement via l'USAID, à Madagascar retiennent leur souffle. Dans la Grande Île, l'Agence des États-Unis pour le développement international est active, notamment dans le domaine de la santé. Selon les informations sur le site web de l'USAID Madagascar, il y a la santé maternelle et infantile, la lutte contre les maladies infectieuses ou encore le planning familial.

Trois justificatifs

L'éducation, l'agriculture et la sécurité alimentaire, la protection de l'environnement et la résilience face au changement climatique, ainsi que l'appui pour la résilience face aux catastrophes naturelles sont également des domaines d'action de l'USAID Madagascar. "La poursuite, la modification ou l'arrêt de chaque programme d'aide étrangère, sur la base des recommandations des évaluations, avec l'accord du secrétaire d'État", sera décidée à l'issue des quatre-vingt-dix jours d'évaluation, selon la missive de la Maison-Blanche.

Pour la section protection de l'environnement et lutte contre le changement climatique, la situation semble

compliquée, le président Trump et ses proches collaborateurs étant ouvertement climatosceptiques. Outre les aides directes via le Département d'État ou l'USAID, les appuis par le biais des organisations internationales et des organisations non gouvernementales (ONG) sont aussi concernés par la suspension des aides étrangères édictée par Donald Trump.



Le gouvernement américain est l'un des principaux bailleurs de plusieurs organisations agissant dans les aides au développement dans le monde, notamment dans les pays africains. Ce qui explique pourquoi le décret pris par le locataire de la Maison-Blanche pour entamer le processus de retrait de son pays de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a fait l'effet d'une bombe.

La section 2 du texte faisant part de la décision de Donald Trump ajoute : "La politique des États-Unis est qu'aucune aide étrangère des États-Unis ne sera distribuée de manière qui ne soit pas entièrement alignée avec la politique étrangère du président des États-Unis." Le communiqué du Département d'État renchérit : "Le président Trump a clairement indiqué que les États-Unis ne donneront plus d'argent aveuglément, sans retour pour le peuple américain."

Selon le communiqué de presse du Département d'État, "comme l'a dit le secrétaire d'État Marco Rubio : chaque dollar que nous dépensons, chaque programme que nous finançons et chaque politique que nous poursuivons doit être justifié par la réponse à trois questions simples : est-ce que cela rend l'Amérique plus sûre ? Est-ce que cela rend l'Amérique plus forte ? Est-ce que cela rend l'Amérique plus prospère ?"

Projet riz hybride : 200 tonnes de semences débarquées au Port de Toamasina

DAVIS R | 30 JANVIER | MIDI-MADAGASIKARA

D'

« Accélérer la transformation agricole pour atteindre la souveraineté alimentaire ». Tel est l'objectif du Gouvernement malgache, inscrit dans la Politique

générale de l'État pour ce second mandat du président Andry Rajoelina.

La question a encore été évoquée durant le conseil des ministres qui s'est déroulé hier au Palais d'Iavoloha.

D'après les informations, le chef de l'État va lancer la semaine prochaine la campagne nationale de la culture du riz hybride. Suite à l'accord signé en Chine au mois d'octobre 2024 entre la Société « Yuan's Seed » leader mondial dans la culture du riz hybride et le Gouvernement malgache, 200 tonnes de semences de riz hybride ont débarqué au Port de Toamasina le 17 janvier dernier. Cette quantité est prévue être plantée sur 8 000 ha de rizières. Par ailleurs, d'après les informations, 150 tonnes de semences sont aussi prévues arriver à Madagascar la semaine prochaine, le 3 février pour être précis. Cette deuxième vague, destinée à couvrir 6 000 ha, est prévue pour assurer la culture de contre saison.



14 régions

Apparemment, l'État Malgache entend enclencher la vitesse supérieure pour atteindre son objectif d'autosuffisance alimentaire. Le Secrétariat d'État auprès de la Présidence de la République en charge de la Souveraineté alimentaire a reçu une instruction ferme de la part du chef

de l'État afin de tout mettre en œuvre pour assurer la mise en œuvre de ce projet. D'ailleurs, selon nos sources, 200 autres tonnes de semences de riz hybride destinées à assurer la culture lors de la grande saison débarqueront aussi dans la ville du Grand Port incessamment. L'Exécutif entend augmenter la culture du riz à une superficie supplémentaire de 1 200 ha et se fixe comme objectif d'obtenir un surplus de production de 1 million de tonnes de paddy dont 176 000 tonnes de riz hybride. 14 régions, à savoir Sofia, Boeny, Ambatosoa, Bongolava, Itasy, Amoron'i Mania, Atsimo Andrefana, SAVA, Analanjirofo, Alaotra Mangoro, Melaky, Analamanga, Vakinankaratra et Menabe, ont été choisies pour être des zones pilotes qui vont accueillir le projet riz hybride. Pour la campagne 2025, l'on prévoit de cultiver une superficie de 22 000 Ha. Rien que pour le premier lancement entre janvier et avril de cette année, ce sera 8 000 ha de superficie qui vont accueillir les riz hybrides.

Unités de production d'engrais

Outre le projet riz hybride, le conseil des ministres a également adopté la communication verbale relative à la mise en place d'unités de production d'engrais minéraux et organiques. La réalisation des programmes y afférents a été confiée au ministère de l'Agriculture et de l'Élevage. Aussi, six unités de conditionnement d'engrais minéraux vont être installées dans les régions Sofia, Alaotra Mangoro, Vakinankaratra, Boeny, Analamanga et Menabe. En ce qui concerne les usines de conditionnement d'engrais organiques qui seront implantées dans la Région Sofia, la réalisation se fera par un partenariat avec une entreprise spécialisée aux Émirats Arabes unis.

Sommet africain de l'énergie : Un engagement de 50 milliards USD pour l'accès à l'électricité

ANTSIA R. | 30 JANVIER | MIDI-MADAGASIKARA

Réunis à Dar es Salaam, en Tanzanie, 30 chefs d'État africains, dont le président de la République de Madagascar, ont pris un engagement historique pour accélérer l'accès à l'électricité sur le continent. À l'issue du Sommet africain de l'énergie Mission 300, une déclaration conjointe a été adoptée pour mener des réformes et mobiliser des financements afin de fournir une électricité fiable, abordable et durable à 300 millions d'Africains d'ici 2030. Cet engagement s'appuie sur un fonds de plus de 50 milliards de dollars promis par les partenaires internationaux, dont la Banque africaine de développement, la Banque mondiale et plusieurs institutions financières mondiales. Actuellement, plus de 600 millions de personnes en Afrique vivent sans électricité, freinant le développement économique et la création d'emplois. La déclaration de Dar es Salaam, désormais soumise à l'adoption de l'Union africaine, marque une étape clé pour combler ce déficit énergétique et favoriser l'émergence de solutions durables à grande échelle.

Pactes signés

L'un des moments forts du sommet a été la présentation et la signature des Pactes nationaux pour l'énergie, des feuilles de route élaborées par 12 pays. Ces pactes définissent des stratégies précises pour accroître l'utilisation des énergies renouvelables, attirer les capitaux privés et moderniser les infrastructures électriques. Ils intègrent des technologies de cartographie électronique et satellitaire pour identifier les solutions les plus efficaces en matière d'électrification rurale. La mise en œuvre de ces engagements nécessitera une forte volonté politique et un cadre réglementaire propice aux investissements. Des voix influentes, dont celles d'Akinwumi Adesina, président de la Banque africaine de développement, et d'Ajay Banga, président du Groupe de la Banque mondiale, ont souligné la nécessité d'une approche concertée entre gouvernements, entreprises et institutions financières pour garantir le succès de la Mission 300. L'initiative, qui repose sur une combinaison de réformes politiques, de financements concessionnels et de partenariats public-privé, vise à transformer durablement le paysage énergétique africain et à favoriser un développement inclusif et résilient.

Contrôle fiscal : un délai supplémentaire accordé aux entreprises

ARH. | 30 JANVIER | LES NOUVELLES

La Direction générale des Impôts (DGI) accorde un délai exceptionnel aux entreprises sous contrôle fiscal qui ont reçu des notifications primitives en décembre 2024.

« La Direction générale des Impôts accorde, à titre exceptionnel, aux entreprises ayant fait l'objet de contrôle fiscal, un délai supplémentaire jusqu'au 28 février 2025, pour faire connaître leurs acceptations ou pour formuler leurs observations par rapport aux notifications primitives émises à leur encontre », indique la DGI dans le communiqué en date du 29 janvier, tout en précisant que

cette décision s'inscrit « dans le cadre des procédures de contrôle et de redressement prévues par le Code des Procédures Fiscales (CPF) ».

Seuls les contrôles sur pièces et les vérifications sur place sont concernés. Les entreprises ayant déjà répondu peuvent soumettre des observations complémentaires jusqu'à cette même échéance. Une mesure qui vise à garantir un échange plus approfondi avec l'administration fiscale

Prix des œufs : une baisse à hauteur de 25%, constatée

JEAN RIANA | 30 JANVIER 2025 | LES NOUVELLES

Après les fêtes de Noël et de fin d'année, le prix des œufs a connu une baisse progressive sur le marché, de l'ordre de 200 ariary, voire plus en l'espace d'un mois, passant de 800 ariary à 600 ariary, soit une baisse de 25% constatée.

« Le prix des œufs a connu une hausse pendant les périodes de fête en raison des fortes demandes, mais une fois les fêtes passées, cela a baissé progressivement durant ce mois finissant, où l'unité est passé de 800 ariary à 600 ariary », explique Malala, une marchande d'œufs à Antohomadinika.

« Certes, la Saint-Valentin approche, mais cela n'affecte pas trop le prix des œufs puisque les couples s'achètent

plutôt des cadeaux comme des bijoux ou quelque chose du genre et non de la pâtisserie », a-t-elle ajouté.

La consommation d'œufs à Madagascar est encore faible, avec une moyenne de 20 œufs par personne par an, selon les dernières statistiques du ministère de l'Agriculture et de l'élevage. Cela vient du fait que le pouvoir d'achat des Malgaches demeure très limité. « Le commerce n'est pas très prospère en ce mois de janvier, surtout que le budget de chaque foyer se tourne essentiellement vers les produits de première nécessité comme le riz, l'huile... », rapporte Malala.

Base Toliara - La phase de construction au début de 2026

31 JANVIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Base Toliara prend petit à petit sa vitesse de croisière après l'officialisation de sa reprise en novembre 2025. Le début des travaux de construction des infrastructures est prévu pour le début de l'année 2026.

L'horizon s'éclaircit pour les communautés qui placent leur espoir sur Base Toliara. La reprise de ce projet d'exploitation de l'ilménite de Ranobe, à Toliara, signifie la reprise des actions sociales qui profitent à la population. Dans la commune de Maromandia, par exemple, des travaux de curage des canaux d'irrigation ont été réalisés. Mais le début de la construction, qui va concrétiser la création d'emplois, constitue une des plus grandes attentes des habitants. Aux dernières nouvelles, il devra se faire au début de l'année 2026.

« Depuis la levée de la suspension décrétée en novembre 2024, toutes les étapes sont enclenchées peu à peu pour que Base Toliara reprenne progressivement ses activités et soit prête à commencer la construction du projet début 2026 », cite un communiqué diffusé par le projet lors d'une cérémonie de demande de bénédiction qui a eu lieu à Maromandia, l'une des cinq communes touchées par le projet.

Outre les actions sociales, de nombreux préalables devront être réalisés jusqu'à cette date prévisionnelle de

la construction. À sa suspension en 2019, Base Toliara avait déjà entrepris un travail de terrain pour préparer le projet, notamment le transfert de tombeaux et la concertation pour la compensation foncière.



Avec la reprise des activités, la compagnie minière compte reprendre en main toutes les actions suspendues, y compris des programmes prioritaires pour soutenir la

population, comme la construction d'une école et d'un centre de santé, la formation des jeunes ou encore l'appui à diverses associations locales.

Grande importance

« Toutes les opérations suspendues vont pouvoir reprendre, comme l'étude environnementale et la compensation foncière, et cela pendant les quatorze prochains mois », précise Mahafaritsy Samuel, directeur des Relations externes de Base Toliara.

La compagnie compte miser sur les jeunes de Maromandia pour accompagner le développement du projet et les impliquer activement dans le développement de la commune. Elle commence en ce moment à recenser les associations, les fournisseurs et toutes les personnes qui peuvent

coopérer avec elle afin de lancer le projet, selon le calendrier établi.

« La reprise de Base Toliara revêt une grande importance pour la population de Maromandia. Nous remercions Base Toliara, car elle s'occupe de la population sur divers aspects, comme l'appui aux écoles, aux églises et bien d'autres encore », renchérit Clarisse, une habitante de cette commune.

Base Toliara pourra apporter des solutions économiques et sociales dans la commune de Maromandia, comme ce sera aussi le cas dans les quatre autres directement concernées par le projet.

L'adjoint du chef de district de Toliara II, de son côté, lance un appel pour préserver les activités du projet : « Je fais appel aux Raiamandreny de laisser Base Toliara travailler librement. Ce projet nous apportera le développement ».

Monde des Affaires - Un « World Trade Center » au cœur de Tana

31 JANVIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

C'est une initiative qui va rehausser la réputation de Madagascar dans le monde des affaires. Le « World Trade Center Antananarivo » (WTCA) va être doté d'un immeuble qui respecte les normes des WTC dans le monde. Ayant ouvert ses portes à Ankorondrano, dans l'enceinte de Business Park, depuis quelque temps déjà, il promeut les arts et les sports à travers des événements spécialisés. Parmi ses projets déjà sur les rails, il y a la relance du Marathon international d'Antananarivo, tandis que sur sa page Facebook, il est écrit que « WTCA facilite les échanges commerciaux et organise divers événements corporates, culturels et sportifs, tout en offrant des opportunités de partenariats internationaux ».

« Le World Trade Center Antananarivo, grâce à son prestigieux réseau international dans plus de quatre-vingt-dix pays, ouvre l'économie de la Grande Île au monde », peut-on lire sur le site web de Vision Madagascar, promoteur du projet.

Les WTC sont des centres d'affaires internationaux ayant pour mission de favoriser les échanges commerciaux. Le

monde en compte aujourd'hui près de trois cents, mais le plus célèbre a été celui de New York, symbolisé par « les tours jumelles », qui ont été inaugurées en 1973 et détruites lors des attentats du 11 septembre 2001.

Selon Vision Madagascar, la construction du WTC d'Antananarivo constitue l'un des plus grands projets pour cette année 2025, comme l'a annoncé Zouzar Bouka, son président, lors de la fête du Nouvel An vendredi. Il y a également le lancement de Vision Madagascar NGO, une structure qui soutiendra les actions sociales et environnementales du groupe.

L'année 2025 marquera également le 25e anniversaire de la société, célébrant un quart de siècle de réalisations majeures. Parmi celles-ci figurent la construction d'infrastructures emblématiques comme le nouvel Hôtel de Ville d'Antananarivo, l'ambassade d'Afrique du Sud et le premier Business Park de Madagascar, plus couramment appelé aujourd'hui le Village des Jeux, situé dans le quartier des affaires d'Ankorondrano.

Transformation agricole : Des usines de production d'engrais à installer

NAVALONA R. | 31 JANVIER | MIDI-MADAGASIKARA

Des usines de production d'engrais organiques seront installées dans six régions, à savoir Sofia, Alaotra Mangoro, Vakinankaratra, Boeny, Analamanga et Menabe, en partenariat avec le secteur privé. Ce projet a été adopté en Conseil des ministres mercredi dernier.

Les Émirats Arabes unis s'engagent à soutenir Madagascar dans la concrétisation de ce projet de construction d'usines de production d'engrais, et par conséquent, dans la transformation agricole. L'objectif est de produire 30 000 tonnes d'engrais organiques chaque année pour améliorer la productivité agricole dans le pays.

En outre, des intrants agricoles seront distribués dans 12 régions dans le but d'atteindre l'autosuffisance alimentaire cette année, avec la production d'un million de tonnes de paddy supplémentaires, dont 176 000 tonnes

de riz hybride. Ces intrants comprennent 200 tonnes de semences de riz hybride, 2 400 tonnes d'engrais NPK, 800 tonnes d'urée et 2 800 tonnes d'engrais organiques. Les rendements de productivité prévus sur 8 000 ha varient entre 7 et 10 tonnes/ha, a-t-on appris en Conseil des ministres.

Par ailleurs, le Président Andry Rajoelina a sollicité le FOFIFA pour produire des semences de variétés locales plus performantes.

Education : Amélioration en matière de transparence, efforts en termes d'infrastructure

NAMBININA JAOZARA | 31 JANVIER | LES NOUVELLES

Le secteur de l'éducation à Madagascar a connu une légère amélioration au cours des cinq dernières années, selon le programme SCORE (Suivi-Citoyen par les OSC de la Transparence et la Redevabilité dans l'Éducation). Ce programme, piloté par des organisations de la société civile, souligne des avancées en matière de transparence et de redevabilité. Cependant, il recommande de poursuivre les efforts pour améliorer les infrastructures, les moyens et supports scolaires, ainsi que pour renforcer le respect de l'éthique professionnelle des enseignants.

A en croire les résultats des études d'observation menés par le projet SCORE, les défis concernant les enseignants et les infrastructures persistent. Environ 57,37% des enseignants sont des fonctionnaires, tandis que plus de 35% sont rémunérés directement par les parents, ce qui représente une charge financière importante pour les familles défavorisées. Le système éducatif fait également face à une baisse progressive des effectifs au primaire, avec une perte cumulative de 65% des élèves entre la classe de T1 et celle de T5, tandis que la déperdition atteint environ 36% au niveau des Collèges d'Enseignement Général (CEG). Par ailleurs, la surcharge des classes constitue un problème majeur, notamment dans la région d'Androy où certaines salles accueillent jusqu'à 92 élèves, une situation qui dépasse largement les normes définies par le Ministère de l'Éducation Nationale (MEN) et aggrave les difficultés d'apprentissage, souligne le programme SCORE.



En ce qui concerne la performance et la qualité de l'enseignement, les taux moyens de passage au niveau supérieur restent préoccupants. Dans les écoles primaires, seulement 67% des élèves accèdent à la classe supérieure, tandis qu'au niveau secondaire, ce taux atteint 72,31%, restant en deçà du seuil acceptable fixé à 75%. Ces résultats révèlent également d'importantes disparités régionales, soulignant la nécessité de renforcer les efforts pour améliorer la qualité de l'éducation à travers tout le pays.

En matière d'inclusion et de genre, 70,71% des FEFPI (Farimbon'Ezaka ho Fampandrosoana ny Fanabeazana eny Ifotony) ont mis en place des mesures importantes, notamment pour faciliter la réinsertion scolaire des filles et des garçons vulnérables. De plus, 88,89% de ces associations ont entrepris des initiatives visant à intégrer les enfants handicapés dans le système éducatif. Toutefois, des efforts supplémentaires restent nécessaires afin de garantir un accès équitable à l'éducation pour tous les enfants.

Par contre, des améliorations ont été constatées en matière de transparence et de gestion des ressources. En effet, 98% des FEFPI (Farimbon'Ezaka ho Fampandrosoana ny Fanabeazana eny Ifotony) sont classées dans la catégorie "élevée", signifiant que leurs bureaux permanents rendent accessibles aux membres les informations relatives à l'exécution des dépenses et aux décisions prises. De plus, 97% des FEFPI ont enregistré des progrès notables en intégrant activement la communauté éducative dans les dialogues sur la gouvernance interne.

Les résultats révèlent également des anomalies dans les procédures d'octroi de la caisse-école au cours des cinq dernières années, avec des retards allant de 3 à 12 mois après la rentrée scolaire. Cette situation impacte négativement la satisfaction des besoins des élèves en intrants scolaires, tels que les supports pédagogiques et les fournitures, tout en alourdissant les charges des parents. Elle accroît également les risques de corruption et de détournement des fonds destinés à l'éducation. Bien que les critères d'attribution de la caisse-école reposent sur les besoins essentiels de l'établissement, la proportionnalité, l'équité et les performances aux examens scolaires, les observations montrent que la subvention de l'État, censée garantir le fonctionnement de l'éducation fondamentale, reste insuffisante pour couvrir les besoins prioritaires des écoles publiques.

Le projet SCORE II est mis en œuvre par les organisations de la société civile MSIS-Tatao, ONG Ravintsara, MonEPT et DRV, en collaboration avec le Ministère de l'Éducation Nationale, et a pour objectif principal d'améliorer la gestion des services d'éducation fondamentale dans les écoles publiques. Ils ont publié les résultats d'observation menée entre juillet et décembre 2024 dans les sept régions d'intervention du projet (Analamanga, Anosy, Androy, Atsimo Andrefana, Vatovavy, Fitovinany et Menabe), le jeudi 30 janvier durant une conférence de presse. Cette observation a couvert 494 écoles publiques réparties dans 17 districts et 99 com-munes.

La Sadc face aux aléas climatiques : il y a urgence de renfoncer les systèmes d'alerte précoce

JEAN RIANA | 31 JANVIER | LES NOUVELLES

Tomber de rideau hier, sur le 30e Forum régional sur les perspectives climatiques pour l'Afrique australe (Sarcof-30), depuis le 28 janvier au Novotel Ivandry, sous le thème « Agir ensemble pour combler les insuffisances des systèmes d'alerte précoce dans la région de la Sadc », conformément à la mise en œuvre du Cadre mondial pour les services climatiques (GFCS).

Les systèmes d'alerte précoce sont un moyen de réduction des risques naturels. Mais dans la région de la Sadc, ils sont soit inefficaces, soit insuffisants. En se basant sur l'analyse des tendances climatiques de la saison des pluies s'étendant de février à juin 2025, des experts en climat, des représentants gouvernementaux, des décideurs politiques... issus des 16 pays membres de la Sadc se sont concertés pour pallier cette lacune.

L'objectif étant de renforcer et de coordonner le développement, la prestation et l'utilisation des services climatiques pour soutenir la prise de décisions lorsqu'il s'agit de gérer les risques climatiques à l'échelle nationale, régionale et mondiale. Le ministre des Transports et de la météorologie, Valéry Ramonjavelo a soulevé pour l'occasion, l'importance de cette rencontre qui déterminera l'avenir climatique pour toute l'Afrique australe.

Ce forum a donc permis aux Etats membres de la Sadc d'adopter une nouvelle approche qui consiste à fournir des

prévisions climatiques saisonnières précises, afin que les communautés puissent anticiper les risques climatiques et d'en tirer profit.

« Les analyses effectuées lors de ce forum pourront aider à l'élaboration de plans stratégiques dans divers secteurs comme l'agriculture, l'énergie et autres, en se basant sur les prévisions climatiques saisonnières », a fait savoir le directeur général de Météo Madagascar, Luc Randriamarolaza.

Par ailleurs, cette rencontre intervient dans un contexte marqué par le lancement d'un appel humanitaire régional par la région de la Sadc, afin de venir en aide aux Etats membres touchés par la sécheresse aggravée par le phénomène El Niño, ainsi que d'autres bouleversements climatiques tels que la faible pluviométrie et la fréquence accrue des inondations et des cyclones.



 Résidence Les Orchidées Blanches Androhibe

 +261 32 07 696 49 - +261 34 01 696 49

 www.ccifm.mg

 ccifm@ccifm.mg  adhesion@ccifm.mg

 CCI France Madagascar

 CCI France Madagascar

 CCIFM Chambre de Commerce
et d'industrie France Madagascar

